

Michel Winock

Professeur émérite à Sciences-po, cofondateur de la revue L'Histoire

"L'État blessé", le livre qui accable Sarkozy

Publication: 2/03/2012 14:24

À l'heure des bilans d'un quinquennat qui s'achève, je recommanderais vivement l'ouvrage de Jean-Noël Jeanneney, dans la collection Café Voltaire de Flammarion. Cet ouvrage n'est pas un de ces libelles de campagne électorale dont les mots d'auteur, les leçons de morale et la verve pamphlétaire font la nature. C'est un livre sobre, descriptif et néanmoins accablant pour le président sortant. L'objet en est la manière dont celui-ci a abaissé l'État par des pratiques inconciliables avec les traditions républicaines, que nous ont léguées notamment Gambetta, Clémenceau, Jaurès et de Gaulle.

Le "car tel est mon bon plaisir" du président s'est manifesté dans tous les domaines. Veut-il rendre hommage à Simone Veil? Il lui attribue d'emblée la grand-croix de la Légion d'honneur alors qu'elle n'en avait pas gravi le premier échelon (on n'a pas protesté parce que c'est une grande dame et tout le monde l'admire). Le pavillon de la Lanterne, réservé jusqu'à lui au Premier ministre, lui plaît-il? Il se l'annexe sans vergogne. Il entend s'occuper de tout, réduisant son Premier ministre aux fonctions d'un sous-ordre, au point que, décidant de réunir ses ministres favoris en conseil informel, il en exclut François Fillon. D'une manière générale, le court-circuitage des ministres a été de règle, même quand il s'agissait d'Alain Juppé: on se souvient de l'épisode de l'entrée en guerre en Libye.

Jean-Noël Jeanneney précise comment les contre-pouvoirs légaux, à commencer par les décisions du Conseil constitutionnel, ont été violents, contournés, méprisés. Comment des nominations irrégulières se sont multipliées et comment le président s'est arrogé le choix des dirigeants de France Télévisions et de Radio France. Le mépris de la justice dans son indépendance, le manque total de considération pour les hauts fonctionnaires, l'arrogance avec laquelle il traite les principes des grands Corps de l'État, les propos insultants envers les diplomates. Jeanneney rappelle à ce sujet l'exclamation du chef de l'État, devant un groupe assez nombreux, au sujet d'un ambassadeur dans un pays voisin: "Je leur ai envoyé le plus con!"

Cette phrase donne la mesure du "débraillé" élyséen. On prête à Nicolas Sarkozy cette affirmation datant de 2004: "Savez-vous pourquoi je suis tellement populaire? Parce que je parle comme les gens." Devenu entre-temps président de la République, il ne se doutait pas que "les gens" attendent de leur président un langage qui exclut la grossièreté; qu'ils n'apprécient pas le tutoiement généralisé, aussi bien avec ses ministres qu'avec les journalistes. Le vocabulaire, note notre auteur, est approximatif, la syntaxe souvent hésitante (devant des ouvriers d'Alstom, dans le Doubs, en mars 2009: "Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts..."), son style bling-bling et son impudeur sur sa vie privée ont provoqué un malaise chez nombre de ses électeurs. L'épisode de sa visite au Vatican avec son téléphone portable et Jean-Marie Bigard, et combien d'autres épisodes où l'enfantillage le dispute à la vulgarité, ont porté atteinte à la dignité de l'État.

La boulimie d'action de Nicolas Sarkozy s'est traduite le plus souvent par des "coups" sans suite, dont l'intérêt recherché était l'effet d'annonce. Saisir un fait divers pour l'instrumentaliser, jouer sur l'émotion du public, faire des proclamations sur le mode du "plus jamais ça", lancer des promesses non tenues, défrayer la chronique par une agitation désordonnée... J.N. Jeanneney cite le mot de Georges Vigarello, examinant la manière d'être du

chef d'État, et selon lequel Nicolas Sarkozy n'a pas su habiter sa fonction. Maître de l'instant, gestionnaire de l'immédiat, il fait preuve d'une inconstance allant de pair avec l'obsession des sondages, commandés du reste sur les fonds publics et restés secrets. On chercherait en vain dans sa conduite une idée-force, un point de fuite, une vision de la France et de son avenir.

Ses rapports avec l'argent méritent un chapitre du livre. On se souvient qu'une de ses premières préoccupations à son arrivée au pouvoir avait été de relever son traitement de président. La compagnie du Fouquet's le soir de son élection, l'invitation de Vincent Bolloré sur son yacht: des images restées indélébiles dans la mémoire des Français, révélant sa dilection pour les grands patrons. "Une société égalitaire, proclame-t-il le 24 mars 2009, c'est le contraire d'une société de responsabilité et de liberté." Le bouclier fiscal a été la traduction législative de cette profession de foi... jusqu'au moment où il a dû y renoncer.

L'annulation de l'épreuve de culture générale aux concours administratifs des catégories B et C est le signe d'un mépris de la culture, dont l'épisode sur la Princesse de Clèves a provoqué la risée: "La possibilité pour quelqu'un d'assumer sa promotion professionnelle sans passer un concours ou faire réciter par cœur (sic) La Princesse de Clèves." Cette incartade eut du moins l'heureux effet de porter Mme de La Fayette dans la liste des best-sellers.

Jean-Noël Jeanneney consacre un chapitre aux manquements de Nicolas Sarkozy aux principes de la laïcité. Le pire étant atteint par l'accord du 18 décembre 2008 entre le Saint-Siège et le gouvernement français, -accord ratifié par décret du 16 avril 2009, et qui confère à l'Église catholique le pouvoir de délivrer des grades et des diplômes universitaires sur le territoire français, rompant ainsi avec la loi du 18 mars 1880 réservant à l'État le monopole de la délivrance des grades et diplômes nationaux.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est réservé aux "humiliations françaises" devant l'étranger. L'auteur rappelle le triste discours de Grenoble de 2010, la décision de Claude Guéant de limiter l'accès à des activités professionnelles pour les étudiants étrangers formés en France, le débat sur l'identité nationale visant l'immigration, le stupide discours de Dakar du 26 juillet 2007, selon lequel "l'homme africain" n'était pas entré dans l'Histoire, l'extravagante réception de Kadhafi à Paris, l'annulation de l'année du Mexique en France, la brouille avec la Turquie, etc.

Jeanneney achève son bilan en souhaitant la défaite à la prochaine élection présidentielle de celui qui a rabaisé l'État: "Si par malheur les circonstances des élections présidentielle et législatives du printemps 2012 et une gauche inégale à son destin aboutissaient à un nouveau succès, dans les urnes, du président de la République sortant, de surcroît libéré du souci d'être réélu, craignons de rudes lendemains. L'État serait comme un arbre dont sont rongées les racines."

Cet ouvrage, dont je n'ai donné qu'un rapide aperçu, n'est pas dû à l'esprit militant. Il nous vient d'un homme qui a exercé de nombreuses fonctions de responsabilité dans la vie politique, culturelle et universitaire (ancien Secrétaire d'État, ancien président de Radio France, ancien président de la Bibliothèque nationale de France, professeur émérite à Sciences po), et qui nous rappelle, avec la précision de l'historien qu'il est, les manquements à la dignité de l'État et de la fonction présidentielle de 2007 à 2012.

On pourra le juger injuste, muet sur les décisions positives qui ont pu être prises par le président de la République. De fait, il ne s'agit pas d'un exercice d'évaluation impartial en deux colonnes, mais d'un réquisitoire qui a pour ressort la sourde révolte d'un homme qui a servi l'État, qui aime la République, et qui s'apitoie devant la dégradation de l'un et de la trahison de l'autre par celui auquel les Français avaient donné leur confiance en 2007. Dans un temps où le flux ininterrompu des informations noie l'information, ce livre servira aussi d'aide-mémoire -un aide-mémoire brûlant.

L'État blessé de Jean-Noël Jeanneney, Flammarion. À paraître le 7 mars 2012.